

ar Gabriel Allemagne, silence ourdissant ond à M. Macron

ef de la diplomatie allemande salue le texte
nt français sur l'Europe et prône
ves communes entre Berlin et Paris, notamment
de sécurité et de politique industrielle

e l'Elysée semble
r que les Alle-
maîtrisent mal le
Sur le plan liné-
ne au sens figuré
tout cas, l'appel
président de la
manuel Macron,
e Europe unie et
présenté sur son
t en langue
s doute par mé-
ion. Pour la troi-
en l'espace d'une
ident français y
es sur l'avenir de
cron fait de l'Eu-
et la cause de la
e aucune autre
olitique de pre-
le fait actuel-
pas pour rendre
française», mais
ême ces fiers
ils doivent faire
ont plus assez de
le monde
et en auront
dans celui de
le poids, plus de
veraineté de la
de la souverai-
pe. Et non l'in-
our laquelle l'uni-
trophe est la cause
int.

résident français
é avec autant de
clarté l'auto-affir-
pays et le projet
n'est plus seule-
raditionnel in-
vractions causées
européennes qui
le plaidoyer du
ron en faveur de
européenne invo-
tout autant les
ts spectaculaires
d'hui par les nou-
pouvoir économi-
s et militaires ap-
mondialisation.
les témoins d'un
historique global,
t Macron en a la
te. Voilà pourquoi
re l'Europe sur les
t non pas faire du
un récit relevant

n'était jamais allé
projet visant à une
in de l'Europe se
des enjeux très
à domestiquer un

a été vice-
magne (2013-
édéral des
res (2017-2018)
Parti social-dé-
009-2017)

capitalisme financier débridé, à
graver dans le marbre des droits
sociaux fondamentaux à l'échelle
de l'Europe entière, à renforcer
l'euro de manière à en faire
l'autre grande monnaie au côté
du dollar. Afin de restaurer la
crédibilité de l'Union euro-
péenne, il met aussi un terme
aux éternels mensonges proférés
quant à la sécurisation des fron-
tières de l'espace Schengen, exi-
geant un contrôle frontalier com-
mun ainsi qu'un droit d'asile
commun.

Il faut tout particulièrement re-
lever que M. Macron ne cantonne
pas cette politique étrangère et
de sécurité commune à l'enjeu
des « exportations d'arme-
ments », comme cela a été régu-
lièrement le cas ces derniers
mois dans les débats politiques
franco-allemands. Son propos est
d'une tout autre ampleur : tirant
un trait sur la manière tradition-
nelle de se distinguer de la Gran-
de-Bretagne, il en appelle à un
conseil de sécurité européen as-
sociant le Royaume-Uni. On peut
objecter à cela que nombre de ces
propositions ne sauraient être
mises en œuvre qu'à la condition
d'amender les traités de l'Union
européenne. A cette objection, on
est en droit de répondre : et
alors ? Si l'on a encore besoin de la
politique, c'est bien pour accom-
plir de telles tâches. S'il ne s'agi-
sait que de gérer le quotidien au
gré des circonstances, des bu-
reaucrates suffiraient.

Zone de confort allemande

Quelle est maintenant la ré-
ponse de l'Allemagne à cet appel
du président Macron ? Tout
d'abord, on ne peut qu'être
frappé par le fait que son initia-
tive intervient quelques semai-
nes à peine après la grande mise
en scène du traité d'Aix-la-Cha-
pelle, qui devait symboliser la
continuation du traité histori-
que de l'Elysée. Ce traité d'Aix-la-
Chapelle devait préparer de nou-
velles initiatives européennes
communes entre la France et
l'Allemagne.

En lieu et place d'initiatives
communes, le président français
fait maintenant cavalier seul.
Pour la troisième fois, c'est un
silence assourdissant qui ré-
sonne à Berlin, ou peut-être
vaut-il mieux parler ici d'une in-
différence enrobée de circonlo-
cutions diplomatiques. Le mo-
teur franco-allemand n'est pas
seulement grippé, il est tout
simplement à l'arrêt.

La raison d'une telle situation
n'a pas à être trouvée dans une
supposée vanité du président
Macron, mais dans la nouvelle
absence de volonté – ou dans l'in-
compétence – du personnel poli-



L'ALLEMAGNE
NE MONTRE ICI
NI VOLONTÉ
DE SOUTIEN
NI CAPACITÉ
D'INITIATIVE

tique allemand. L'Allemagne ne
montre ici ni volonté de soutien
ni capacité d'initiative. Alors
même que nombre de sujets doi-
vent être mis sur la table et que
l'Allemagne aurait avantage à
cela : je pense par exemple à une
proposition commune en faveur
d'une politique industrielle euro-
péenne, ainsi qu'à une prise de
position commune vis-à-vis de la
Chine. Je pense aussi à une initia-
tive commune en matière de
sécurité et de défense pour ce qui
est de l'Europe de l'Est, afin de ne
plus abandonner ce grand enjeu
aux Etats-Unis, à leur volonté ou à
leur absence de volonté, afin aussi
de convaincre la Pologne et les
pays baltes de la ferme détermi-
nation de l'Europe – et tout parti-
culièrement de l'Allemagne et de
la France – à conforter leur liberté.

Un nouvel élan serait néces-
saire pour que soit organisée une
conférence sur la détente, la sécu-
rité et la coopération en Europe,
afin de contrecarrer l'actuel pro-
cessus de fragilisation de l'archi-
tecture européenne en matière
de sécurité, ce qui suppose d'évo-
quer la Russie.

La France, sur le strict plan na-
tional, se montre fébrile et en
proie à un sentiment d'insécu-
rité. Son leadership politique est
donc en quête de fondements so-
lides, et il les trouve dans l'idée
d'une Europe plus forte. En Alle-
magne, c'est l'inverse : le pays
montre une certaine sérénité, du
moins de surface, même s'il sem-
ble que l'agitation commence à
régner sous cette surface. Mais
nous semblons prendre ce calme
trompeur pour un calme vérita-
ble. En vérité, ce calme-là est
celui qui règne au cœur de l'oura-
gan. Il serait bon que l'Allemagne
sorte à temps de sa zone de con-
fort, avant que les tempêtes nous
frappent sans que nous ayons pu
nous y préparer. C'est avec la
France, de concert avec elle, que
nous pourrions faire que l'Europe
résiste aux intempéries. ■

Traduit de l'allemand par
Frédéric Joly

Cette tribune est également
parue dans « Der Tagesspiegel »

Philippe Lamy Le RIC, une proposition venue de la « droite de droite »

Auteur d'une thèse sur le Club de l'horloge, laboratoire d'idées de
la droite « sans complexes », le sociologue situe dans ce courant l'origine
du référendum d'initiative citoyenne réclamé par les « gilets jaunes »

L e référendum d'initiative ci-
toyenne (RIC) étant devenu le prin-
cipal mot d'ordre du mouvement
des « gilets jaunes », beaucoup de
commentateurs semblent avoir décou-
vert ce concept, dont une variante est le
référendum d'initiative populaire (RIP).
Sans se prononcer sur le bien ou le mal-
fondé de cet exercice de la démocratie
participative, il faut rappeler qu'il a été
théorisé il y a près de trente ans par un
petit cercle de doctrinaires, très mar-
qués à droite, au sein du Club de
l'horloge. Créé en 1974 par de jeunes
énarques et quelques polytechniciens,
celui-ci se définissait au sein de la majori-
té présidentielle de l'époque comme un
« laboratoire idéologique ».

L'objectif est alors de constituer une
« droite de droite », « sans complexe », et
de lui donner une doctrine. Celle-ci s'ins-
pire en grande partie des thèses précé-
demment diffusées par le Groupement
de recherche et d'études pour une civili-
sation européenne (Grece), fondé en 1968
par d'anciens militants d'Europe-Action
et de la Fédération des étudiants nationa-
listes, dont plusieurs des fondateurs du
Club de l'horloge étaient issus.

En 1981, le Club, défendant désormais
les thèses ultralibérales, souhaite deven-
ir le « fer de lance » de l'opposition de
droite. Mais l'irruption électorale du
Front national en 1984 perturbe ce
champ politique. Plusieurs cadres du
club, notamment Jean-Yves Le Gallou et
Bruno Mégret, se rallient en 1985 au
Front national. En 1986, après la victoire
de l'opposition RPR-UDF aux législatives,
le Club de l'horloge pense être arrivé à ses
fins. Il a participé à la rédaction du pro-
gramme de la droite, comme à celui du
FN d'ailleurs. Mais la mort du jeune Ma-
lik Ousseki, en décembre 1986, porte
un coup d'arrêt à la mise en œuvre de ce
programme. Le Club lance un cri
d'alarme : « Au secours, la gauche re-
vient ! » Dans une perspective gramsciste,
les « horlogers » affirment qu'il ne suffit
pas de gagner les élections, mais qu'il
faut également conquérir le pouvoir des
idées. Enfin, il ne peut y avoir de victoire
sans passer par une stratégie d'union des
droites, y compris avec le FN.

Mais, pour cela, il est impératif de ren-
dre respectable le parti de Jean-Marie Le
Pen aux yeux de l'opinion publique et
donc « d'euphémiser » son discours.
Cette offensive idéologique est lancée au
printemps 1987 avec l'organisation de
l'université annuelle du club sur le
thème de « la démocratie ». C'est Yvan
Blot, un de ses principaux fondateurs et
animateurs, ancien haut fonctionnaire
du ministère de l'intérieur, qui défend le
projet de référendum d'initiative popu-
laire. Afin de montrer que le FN ne por-
tera pas atteinte aux libertés, les « horlo-
gers » vont en faire le véritable défenseur
de la démocratie, celui qui porte les inté-
rêts du peuple. Leur discours, des plus
classiques, prend aujourd'hui quelques
résonances à trente-deux ans de dis-
tance. La démocratie n'existe pas en



LES « HORLOGERS »
ÉPOUSENT LA
RHÉTORIQUE CHÈRE
AUX POPULISTES,
OPPOSANT
« CEUX D'EN HAUT »
À « CEUX D'EN BAS »

Philippe Lamy est sociologue,
auteur de la thèse « Le Club de l'Horloge
(1974-2002). Evolution et mutation
d'un laboratoire idéologique »

France car celle-ci est confisquée par « les
« classes » médiatique, culturelle, syndicale,
administrative et politique ». Il faut donc
opposer le « bon sens populaire » aux éli-
tes coupées de la réalité.

Derrière ce projet de démocratie référen-
daire se cache en réalité l'obsession migra-
toire. Car, « si la parole était redonnée au
bon sens du peuple qui lui vit tous les jours
avec les immigrés, l'insécurité et le chô-
mage », on mettrait rapidement fin à l'im-
migration. Les « horlogers » sont persua-
dés que la peine de mort serait rétablie,
que l'immigration serait stoppée et le
code de la nationalité réformé si la parole
était donnée directement au peuple et
non à ses représentants, sous influence du
« lobby des médias et de l'intelligentsia ».

« La France véritable »

De fait, ils épousent la rhétorique chère
aux populistes, opposant « ceux d'en
haut » à « ceux d'en bas », et présentent le
RIP comme le principal instrument
d'exercice de la démocratie, court-circui-
tant les systèmes de démocratie représen-
tative. Ce RIP n'est pas une abstraction
puisqu'il prend modèle sur la Suisse et la
Californie où, explique Yvan Blot, « le ré-
férendum d'initiative populaire crée une
sorte d'épée de Damoclès au-dessus de la
classe politique qui la conduit à plus de
prudence, de modestie et d'esprit de con-
sensus ». Jean-Marie Le Pen reprend dans
son programme de la présidentielle de
1988 la création d'un RIP. Le peuple,
écrit-il, réagit avec « plus de bon sens que
ses dirigeants nationaux » et « la France vé-
ritable ne se limite pas à Paris, ni aux anti-
chambres ou aux bureaux des ministères ».

Ainsi, grâce aux « horlogers », le FN ap-
paraît comme le véritable défenseur de la
démocratie, celui qui porte les intérêts
du peuple. L'idée trouve également quel-
ques échos au sein de la droite gaulliste.
Pour y diffuser ses idées, Yvan Blot, qui
est encore député RPR (il rejoindra le FN
en 1989), lance une Association pour le
développement de la démocratie directe
(A3D) avec, dans son comité d'honneur,
des personnalités RPR comme Alain Pey-
refitte, ou Jacques Godfrain. Il cosigne
également avec Jacques Médecin et Jac-
ques Hersant une proposition de loi afin
d'introduire le RIP dans la Constitution.
Le Figaro Magazine, alors dirigé par Louis
Pauwels, se fait l'écho de ses thèses en af-
fichant à sa « une » en janvier 1989 : « Im-
migration : et si les Français décidaient
eux-mêmes ? »

Disparu le 10 octobre 2018, Yvan Blot
n'a pu assister au mouvement des « gilets
jaunes ». Il aurait certainement aimé voir
ses thèses sur la fracture entre le peuple
et les élites, la domination du pouvoir
médiatique, le rejet des corps intermé-
diaires et surtout la mise en œuvre du
RIC comme remède à la crise de la société
française, reprises par ce mouvement so-
cial et plusieurs formations politiques,
dont bien entendu le Rassemblement na-
tional. En 1987, deux tribunes parues
dans Le Monde illustraient ce débat.
Henry de Lesquen, nouveau président du
Club, y défendait le RIP. Maurice Duver-
ger, professeur de droit et constitution-
naliste, qui avait bien étudié le régime de
Weimar, lui répondait : « Incapables de
s'entendre pour gouverner, l'extrême
droite et l'extrême gauche peuvent s'unir
pour affaiblir la démocratie par une agita-
tion démagogique sous le couvert d'un
RIP. » Aujourd'hui encore, ses paroles
sont d'actualité. ■